

être SOLIDAIRE

EDITO

Pour de véritables politiques publiques de proximité

Ce fut un des enjeux des dernières élections, mais les choix qui sont proposés ou ceux réalisés ne répondent pas à nos préoccupations pire encore, elles contribuent à la stigmatisation, au rejet de l'autre :

- déréglementation du travail avec les lois Macron et Rebsamen,
- projet de loi El Khomri remettant en cause les droits et garanties inscrits au Code du travail aboutissant par des baisses de majoration pour les heures supplémentaires ;
- le plafonnement des indemnités que les salariés peuvent obtenir en cas de licenciement injustifié ;
- l'inversion des normes, l'accord d'entreprise étant prioritaire à la loi ;
- le démantèlement des services publics sont autant d'exemples de choix politiques au service de la finance qui prônent l'austérité et appauvrissent le peuple.

Développer de véritables politiques publiques de proximité doit être une de nos prérogatives, de nos préoccupations.

Elles doivent répondre avant tout à l'objectif d'élever le bien être de chaque personne et faire progresser l'égalité qui fonde une vie en commun porteuse de progrès social et démocratique.

Il importe donc que les droits théoriques : l'accès à l'éducation, à la culture, à la santé, au sport, au logement deviennent de véritables droits pratiques, réels et ne restent pas des vœux pieux !!!

Sommes-nous à la hauteur des besoins aujourd'hui ?

Plus que jamais la création d'emplois décents doit devenir une réalité dans le privé comme dans le public. Le partage du travail, la réduction de la durée hebdomadaire de travail à 32h doivent être pour nous une priorité.

L'expérience le prouve, nos solidarités sont d'autant plus efficaces quand elles s'appuient sur des politiques publiques et des services publics de proximité, à l'œuvre pour permettre à toute personne de vivre à l'abri du besoin.

A contrario, plus leurs actions sont affaiblies, davantage d'inégalités, de précarité, de misère se développent et s'accroissent.

C'est pourquoi nous devons dénoncer les discours mystificateurs sur l'assistanat dont le but est de justifier des politiques d'austérité publique, de nourrir des replis individuels et détendre les mesures sécuritaires au détriment des populations modestes.

Notre association d'entraide et de solidarité de la CGT ne peut être, ni indifférente ni neutre à l'égard du devenir des politiques publiques.

Il faut toujours faire des choix pour trouver les moyens. La démocratie est un bien précieux qui ne se délègue pas à d'autres ; c'est un territoire de lutte sociale au service de l'émancipation économique et démocratique.



Bruno MONZIOLS
Membre du bureau



N° 34 | MARS 2016

BULLETIN TRIMESTRIEL DE L'AVENIR SOCIAL

Assemblée générale
de L'Avenir social

jeudi 16 juin 2016

à 9 h 00

au siège
national
de la CGT
salle 14
RCH
noyau B



N° 34 MARS 2016

être SOLIDAIRE

Avec des moyens toujours limités et sans compter leur temps, les militants des associations de solidarité se mobilisent comme jamais. Ils et elles s'engagent, volontairement, pour faire face à des appels de détresse, résoudre des besoins humains urgents, pour redonner du sens de la vigueur à la dignité pour chacune et chacun. Toutes et tous travaillent à retisser des liens entre travailleurs avec ou sans emploi, avec des personnes et des familles isolées, pour que les jeunes espèrent en l'avenir, ouverts aux autres chez nous, et partout dans le monde. *L'Avenir social* porte témoignage de solidarités concrètes, fruits de la générosité des donateurs syndicalistes, organisations et individuels. D'actions concertées avec des partenaires qui expriment avec nous une conception de la solidarité vecteur d'amitié, de coopération et de partage pour le progrès humain et la paix. C'est ce que nous entendons faire fructifier avec persévérance et imagination.

Et cependant, ne faut-il pas s'interroger à nouveau sur le dilemme que suscitent des types de solidarités qui, avec le temps, entrent dans les plis du système d'exploitation capitaliste et de ses conséquences ?

N'avons-nous pas à interpeller les mouvements de solidarité, les associations engagées, mais aussi les travailleurs et la population sur quelques réalités contradictoires majeures ? Ainsi ce sont les possédants les plus riches qui s'accaparent et accumulent les richesses issues du travail. Mme Liliane Bettencourt, du groupe L'Oréal, possède un patrimoine de 30,9 milliards d'euros. Une rente royale à ne rien faire !

M. Bernard Arnault du groupe LVMH (le luxe), première fortune de France, équivaut à 2,5 millions d'années de Smic ! Son patrimoine professionnel est estimé à 34,6 milliards d'euros, ainsi de suite chez Total, Dassault, Auchan, etc.

La fortune totale des 500 premiers patrimoines professionnels français s'élève à 460 milliards d'euros, soit une hausse de 18% par rapport à 2014 (sources : Observatoire des inégalités – septembre 2015).

Les actionnaires du CAC 40 se sont partagés 56 milliards d'euros en 2014, en hausse de 30% sur 2013.

Cette débauche a un prix : le chômage et les inégalités qui s'accroissent. Les vrais privilégiés, les riches sont plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux sont plus pauvres.

Soyons clair ! Rien ne justifie de tels détournements du fruit du travail collectif de l'OS, aux employés et techniciens, aux ingénieurs et cadres pour faire grossir en permanence un capital privé insatiable et spéculatif.

Nous sommes dans un pays riche et développé qui peut investir dans un nouvel essor des forces productives en salaires et pensions, en prestations sociales, pour des formations qualifiantes. En investissements industriels, productifs et dans des services publics de proximité.

Ne devrions-nous pas porter ensemble l'exigence de travailler moins et mieux tous et toutes ?

Pourquoi faudrait-il accepter d'être d'éternels pions dans les griffes d'une caste qui ne pense que puissance, domination et à l'occasion jette des

miettes aux laissés pour compte de leur politique via des fondations et autres formules caritatives ?

Ici, point de fatalité. Il y a un défi à relever et des consciences à remuer !

La solidarité primordiale pour sortir de ce cycle infernal consiste à unir nos forces, nos réseaux solidaires pour s'attaquer à ces citadelles et obtenir que le monde du travail récupère son dû, pèse de tout son poids en faveur d'une authentique transformation sociale, économique et démocratique.

C'est réalisable à l'image du « Rendez-vous citoyen » de Guéret pour les services publics, comme cela fut possible au sujet du logement à l'initiative du Collectif des associations unies.

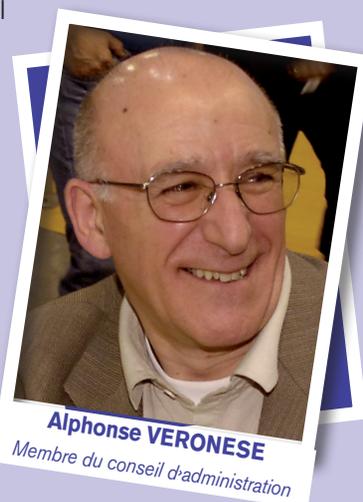
Faisons émerger des possibilités de coopérations pour le co-développement à contrario des délocalisations génératrices de mise en concurrence et de dumping social généralisée.

C'est ce que *L'Avenir social* a entrepris au Bangladesh avec la CGT en soutenant la consolidation du syndicalisme dans l'industrie textile afin d'imposer aux multinationales l'application et le respect des normes sociales internationales et que plus jamais ne se reproduise le terrible drame du Rhana Plaza.

Les associations de solidarité devraient franchement y concourir en alliance avec le mouvement syndical. Pour les uns et les autres, « les travailleurs ne sont pas une marchandise » selon la Charte de l'OIT.

Les moyens existent de vivre mieux chez nous et partout dans le monde. À la condition d'être offensif pour faire prédominer à tous les niveaux des entreprises et administrations, une politique nationale, incluant les enjeux européens et internationaux, donnant la priorité

à un nouvel essor du progrès social, culturel et démocratique digne de notre temps.



Alphonse VERONESE
Membre du conseil d'administration

la cgt
51^e
CONGRÈS
MARSEILLE
18 → 22 AVRIL 2016

**L'Avenir social sera présent
au Congrès confédéral
du 18 au 22 avril 2016
à Marseille.**

Solidarité avec Beit Sakariya

Beit Sakariya est un village Palestinien de Cisjordanie. Il se trouve dans le district de Bethléem.

Il est encerclé par un bloc de douze colonies israéliennes, un camp militaire et les installations de l'administration civile d'occupation.

Pour les colons israéliens, ce hameau est un point sensible et stratégique car situé au cœur d'un de leur bloc de colonies.

Il regroupe 112 familles, soit 650 personnes dont 80 enfants et adolescent-e-s de moins de 18 ans. Les villageois subissent continuellement les provocations des colons qui cherchent à les faire partir en détruisant leurs terres agricoles, déracinant les arbres fruitiers, détruisant leurs habitations avec l'aide de l'armée afin de les faire fuir et de s'emparer de leurs terres.

La majorité des travailleurs de Beit Sakariya sont dans la construction, l'agriculture et l'élevage.

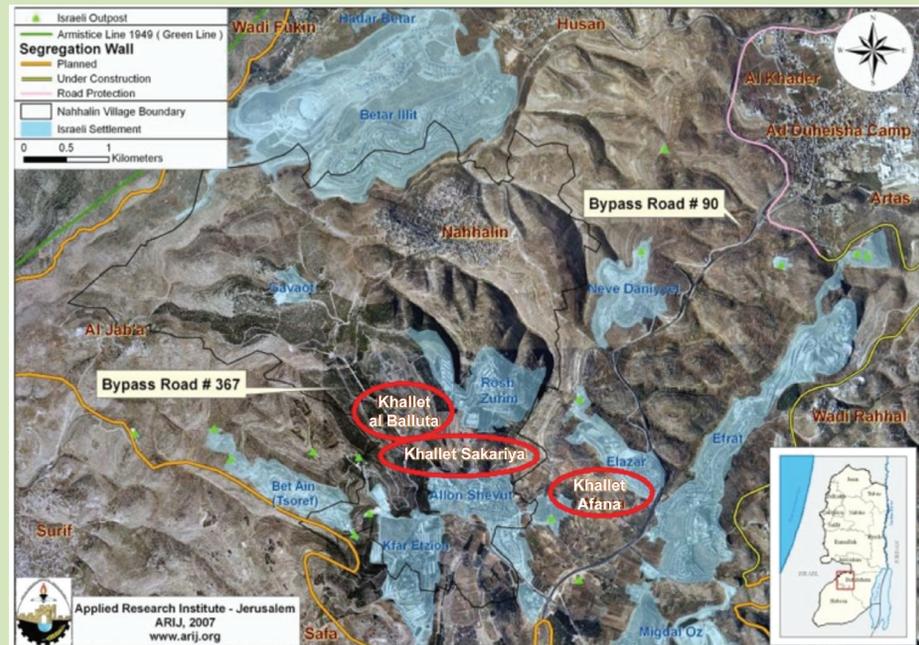
Le village manque d'équipements publics de base qui permettraient aux habitants d'avoir une vie descente.

Après une période de découragement, face à l'implantation des colonies et aux agressions des colons, sous l'impulsion des femmes du village, la population relève la tête et résiste.

Ensemble, ils ont rénové l'école du village et aménagé une place de jeux pour les enfants. Ils ont entrepris la création d'une épicerie de village qui leur fournit aujourd'hui les produits dont ils ont besoin quotidiennement.

L'ensemble de ces éléments et informations ont été transmis à *L'Avenir social* par la fédération CGT des Services publics, des camarades de leur direction s'étant rendus sur place à Beit Sakariya avec l'Association France Palestine Solidarité.

La fédération a proposé à *L'Avenir social* de monter ensemble un projet de solidarité avec,



comme interlocuteur sur place, la coopérative de Beit Sakariya et le Centre Arabe pour le Développement Agricole qui a une antenne locale.

Deux projets ont été retenus :

- la création d'une boulangerie ;
- la création d'un atelier de couture.

Création d'une boulangerie

Actuellement pains et pâtisseries proviennent de villages situés à 6 ou 8 km de Beit Sakariya. Or, aucune ligne de transports ne dessert le village. Seul des taxis collectifs existent, mais à 2 km du hameau.

Les habitants doivent faire venir leurs produits de consommation par taxi ou se déplacer eux-mêmes, quand ils ne sont pas obligés de s'approvisionner dans une boulangerie d'une colonie israélienne.

Deux jeunes du village pourraient travailler dans cette boulangerie.

Création d'un atelier de couture

Sept femmes ont été formées et disposent des qualifications nécessaires. Cet atelier leur permettrait de travailler dans leur village et écarterait les difficultés auxquelles elles se heurtent actuellement : éloignement du village et difficultés de joindre Beit Sakariya.

Elles travailleraient sous contrat avec des usines textiles, des hôtels, des magasins de vêtements et elles fourniraient divers produits et services.

Un tel atelier pourrait employer une douzaine de salarié-e-s régulièrement rémunéré-e-s.

Le coût de ces deux projets s'élève à 35 000 euros, mais les villageois assureraient 20% du financement nécessaire.

L'objectif est donc de rassembler 25 000 euros. Les versements sont à effectuer à *L'Avenir social* solidarité Beit Sakariya.

Un compte rendu sera envoyé à l'issue du projet à chaque donateur.

Nous remercions Touristra-Vacances de nous avoir offert un séjour dans le cadre de notre tombola, en soutien au projet de créations de Classes d'alphabétisation au Sénégal.

Liste des gagnants, tirage au sort du 17/12/2015

- | | |
|----------------------|--|
| 1 ^{er} prix | 1 séjour d'une semaine, pour 2 personnes dans un village de vacances Touristra : Pacita COSTE |
| 2 ^e prix | 1 sac à main : Béatrice CAUSSADE |
| 3 ^e prix | 1 lot de serviettes éponge : Sophie DUCROT |
| 4 ^e prix | 1 cadre photo : Danielle ZAMBER |
| 5 ^e prix | 1 détecteur de fumées : Michèle KAUFFER |
| 6 ^e prix | 1 polo : Michel DAUCHEZ |



**CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS
AUTONOMES DU SÉNÉGAL**

Compte-rendu de la mission du 29 janvier 2016

Le vendredi 29 Janvier 2016, une délégation du Bureau confédéral de la CSA conduite par les camarades Mamadou DIOUF, Secrétaire général, Fama FALL et Latsouk GUEYE, s'est rendue à Mbokhodane, dans le but de s'enquérir de l'état d'avancement des activités de la section du Syndicat des Cultivateurs, Éleveurs et Mareyeurs du Sénégal (SCEMS). Le focus est mis sur la classe en alphabétisation ainsi que sur la situation du crédit de rotation des femmes.

Une foule nombreuse, composée essentiellement du Mouvement des Femmes du Syndicat, a accueilli la délégation vers les coups de 17h. Ouvrant les débats, le Secrétaire général du SCEMS, Souleymane DIOP, a, au nom de la population de Mbokhodane, exprimé toute sa gratitude et son enthousiasme à recevoir la CSA à nouveau. Il a réaffirmé l'engagement du SCEMS à toujours rester au service des camarades et des populations à côté de la CSA. Abordant la question relative à la participation récente de la camarade Présidente du Mouvement des Femmes, Dado GOUDIABY en déplacement sur Paris, d'une délégation de la CSA conduite par le camarade Secrétaire général Mamadou DIOUF et Fama FALL, il dira qu'elle a fait la fierté de tout le village, en ce sens que les résultats ont été largement au-dessus des attentes.

À sa suite, Fama FALL a pris la parole pour aborder dans le même sens, en insistant sur

la prestation exemplaire de Dado lors de ce déplacement convié par *l'Avenir Social*. Elle a mis l'accent sur le système de solidarité de *l'Avenir Social* qui est une stratégie adaptable à nos réalités et a insisté sur l'importance de la classe.

Dado a été très exhaustive pour ce qui est des doléances et préoccupations du Mouvement des Femmes qu'elle dirige. Prenant la parole, Dado, après s'être réjouie de la venue de la délégation de la CSA, dira qu'elle attendait ce moment pour revenir dans les détails sur les différentes étapes du voyage à Paris, et ce, devant les responsables avec qui elle avait fait le déplacement. Ce séjour lui a appris beaucoup de choses, sur les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent certains de nos compatriotes en situation irrégulière en France. Elle découragera l'assistance, en particulier, de celles et tous ceux qui seraient tentés de s'aventurer dans l'immigration clandestine. Elle réitère son engagement pour le maintien des enfants de la localité dans le système scolaire en souvenir de tout ce qu'elle a vu en France car elle est convaincue que l'apprentissage est un facteur de développement. Pour terminer elle a fait le point sur le crédit rotatif qui se porte bien et qui constitue un lien de solidarité mutuelle entre elles et contribue à une certaine autonomisation des femmes.

Clôturant les débats, le camarade Secrétaire général dira à son tour, toute sa joie de revenir



à Mbokhodane, mais aussi la satisfaction et le succès du voyage de Paris. Il dira que nos partenaires étrangers sont avec nous pour nous accompagner dans nos actions au quotidien. Nous devons tout faire pour respecter les engagements que nous avons avec eux, pour l'intérêt des deux structures. Il terminera par dire que nos amis français se sont engagés à continuer le partenariat dans le cadre de l'appui pour l'ouverture d'une nouvelle classe en alphabétisation dans une autre localité à l'image de Mbokhodane.

Pour la délégation, Le rapporteur
FAMA FALL

États des adhésions 2015

Dénomination	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Associations		2	1		1				1			
Autres Orga	1		1				2					
C.E	1		1				1					
Comité Régionaux	1						8	3		1	1	1
Fédérations	2	2				1	6		3	2	2	3
LSR		3		2		2	4	3	1	4	2	
USR	1	2										
Orga Retraités		3	3	2	2		1		4	2	1	1
Syndicats	2	7	2	3	2	1	16	7	14	13	6	7
Unions départementales	5	4			1		25	16	6	7	9	1
Unions locales	9	2	1	2		1	7	3	9	2	7	4
Unions Régionales							1					
Unions Syndicales	3					1		1		1		
Confédération							1					
TOTAL ORGAS/mois	25	25	9	9	6	6	72	33	38	32	28	17
CUMUL ORGAS		50	59	68	74	80	152	185	223	255	283	300
TOTAL Individuels/mois	100	43	9	8	9	3	84	36	14	21	25	17
CUMUL Individuels		143	152	160	169	172	256	292	306	327	352	369
TOTAL GENERAL/MOIS Orgas + Individuels	125	193	211	228	243	252	408	477	529	582	635	669